



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

28 sept. 2023

N° 308

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

A LA FURIE MEURTRIÈRE DES GANGS ARMÉS, AUTO-DÉFENSE ORGANISÉE ET CONSCIENTE DES MASSES POPULAIRES



Ceinturant tout le département de l'Ouest avec ses 4 millions d'habitants environ, les gangs criminels ont, pendant ces dernières semaines, donné un coup d'accélérateur dans la guerre qu'ils livrent aux masses populaires des différentes zones qu'ils contrôlent. Abandonnant leurs gîtes et fuyant dans toutes les directions pour échapper aux diverses exactions des bandes de voyous dans l'indifférence, voire avec la complicité de la direction de la Police et du gouvernement, les masses exploitées ont intérêt à se doter d'organismes d'autodéfense collectifs et conscients pour se protéger.

Les images circulant sur les réseaux sociaux tout au cours du mois d'août sont terrifiantes. Les échos venant des quartiers populaires où les gangs sévissent donnent froid dans le dos. Là, l'image d'un adolescent qui tente de secourir un vieillard en le portant sur son dos, une femme enceinte qui fuit avec deux autres petits enfants. Des maisons en feu, dont une avec sept enfants d'une même famille. En peu de temps, des camps de fortune qui se dressent sur des places publiques, dans des écoles, sur certains trottoirs dans des conditions infâmes. Des centaines de familles en fuite tentent de s'abriter, le temps peut-être que la Police ou les mairies décident de les déloger à coup de bâton ou de gaz lacrymogènes parce que leur présence dérange, à l'image de ce qui s'est passé devant les locaux de l'ambassade américaine ou sur la place Hugo Chavez près de l'aéroport.

Mais plus la population fuit, plus elle encaisse des coups, plus les gangs se sentent tout puissants. Ces derniers savent qu'ils doivent continuer à intimider, à paniquer, à tuer, à massacrer pour survivre sinon ils n'ont aucune chance de résister devant une population mobilisée, organisée et déterminée à se battre pour sa liberté.

Même avec une mobilisation spontanée et partielle engageant une partie de la population dans quelques quartiers populaires, les luttes des

masses populaires contre les gangs armés ont récemment montré leur efficacité. La population de Carrefour-Feuille a résisté et résiste encore en dépit de nombreux massacres perpétrés par les bandes criminelles. Ce sont ces luttes qui doivent être élargies à l'ensemble de la population.

Conscientes qu'il revient à elles seules de s'organiser pour se protéger, les masses exploitées doivent prendre leur distance avec l'idée de demander ou d'attendre que la Police, bras armé de la bourgeoisie, leur vienne en aide ou que des forces militaires étrangères impérialistes viennent les libérer. Cette attitude ne fera que pérenniser la souffrance de la population et la livrer pieds et poings liés à ses ennemis. Présentes dans le pays depuis 1994, les missions civiles et militaires sous le chapeau de l'ONU ou de l'OEA n'ont pas empêché le développement et la prolifération des gangs armés contre la population.

Partout dans le pays, l'organisation des masses exploitées et de la classe ouvrière en force collective est la meilleure façon de résister aux affres des bandits et de leurs complices. Organisons-nous. Mettons sur pied des forces d'autodéfense consciente avec la participation de la population et sous son contrôle. C'est ainsi et ainsi seulement que les classes populaires se donneront une chance de sortir victorieuses de cette guerre imposée par les gangs armés.■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ **Page 1**
 - A la furie meurtrière des gangs armés auto-défense organisée et consciente des masses populaires

Leur société

- ⇒ **Page 2**
 - Faire des brigades de vigilance, l'instrument de défense des masses populaires
 - Mobilisées, les masses peuvent attirer des policiers dans leur rang
 - Carnage au niveau du Canaan
- ⇒ **Page 3**
 - Vent de terreur sur Carrefour-Feuilles
 - Gangs et policiers : l'enclume et le marteau
 - Intervention étrangère : rien à espérer pour les classes exploitées

Dans les entreprises

- ⇒ **Page 3**
 - Échos des entreprises
- ⇒ **Page 4**
 - Mobilizasyon mas eksplwate yo toupatou pou kwape bandi !

Dans l'international

- Niger : les vautours s'agrippent à leur proie

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

FAIRE DES BRIGADES DE VIGILANCE L'INSTRUMENT DE DÉFENSE DES MASSES POPULAIRES

C'est presque simultanément que les principaux gangs criminels qui opèrent dans le département de l'Ouest attaquent la population pauvre pendant tout ce mois d'août. L'objectif: occuper les derniers mètres carrés de territoire qui ne sont pas encore sous leur domination. Tout indique qu'ils ont des commanditaires en commun et se sont coordonnés pour ne pas se marcher sur les pieds. Tueries, massacres, incendies des maisons, les malfrats ne reculent devant rien pour arriver à leurs fins. Devant la faillite, voire la complicité de l'État, des ambassades, de la classe politique, les masses populaires se doivent de réagir en se donnant les moyens pour se protéger. La mise sur pied partout dans les quartiers populaires des organisations d'autodéfense, ci-devant brigades de vigilance, leur coordination pour organiser la protection de la population est un de ces moyens.

Expérimentées depuis 1987 dans les luttes des masses populaires contre les criminels en vert olive à la solde du gouvernement d'alors qui assassinaient les gens dans les rues dès la tombée de la nuit, les brigades de vigilance sont une forme d'organisation simple et à la portée de la population dans les quartiers populaires. Mais le seul nom de « brigade de vigilance » ne fait pas de ces structures, quand il en existe, un instrument efficace entre les mains de la population pour se protéger. Derrière le label « brigade de vigilance » peuvent se cacher diverses formes d'organisations dont certaines peuvent être même d'extrême droite et donc hostiles aux aspirations de la population.

Pour que les brigades de vigilance

soient vraiment un outil au service de la population, il faut que ceux qui en prennent l'initiative cherchent l'adhésion la plus large des gens du quartier. Conscients que c'est par leurs luttes collectives qu'ils parviendront à contrer les malfrats, les habitants doivent investir ces brigades pour en faire leur affaire. Ils doivent les vivifier, les contrôler par la participation de tous. Toutes les décisions doivent être prises à la majorité ou par consensus après débats.

Laisser les brigades de vigilance au contrôle de certains individus même bien intentionnés, mais n'ayant de compte à rendre à personne, est une faute grave. Ces structures se transformeront facilement en une force d'encadrement et de pression sur le quartier, en

un corps de raquetteurs qui se serviront de leur position à des fins personnelles.

Chassés par la terreur des gangs armés, des milliers de personnes abandonnent leurs maisons et errent d'un quartier à un autre à la recherche d'un répit. Mais ils ne l'auront pas tant que les bandes criminelles continuent de se renforcer par l'impunité dont ils jouissent de la part des autorités et le recul de la population. Les masses exploitées se donneront une chance d'inverser le cours des événements en mettant sur pied des brigades d'autodéfense déterminées, organisées, bénéficiant de l'appui de toute la population. Ce faisant, elles trouveront ensemble les moyens de s'opposer aux gangs armés. ■

MOBILISÉES, LES MASSES PEUVENT ATTIRER DES POLICIERS DANS LEURS RANGS

A Carrefour-Feuille, Solino ou Canapé-Vert, il est souligné la participation de quelques éléments de la base de la Police aux côtés de la population dans sa résistance contre les gangs armés. Il y en a peut-être qui sont dans les brigades de vigilance avec des travailleurs, des jeunes des quartiers. Ils y sont comme les classes exploitées pour protéger leurs quartiers, leur famille et leur peau tout simplement.

Sont-ils en colère contre la façon dont la hiérarchie de leur institution mène le combat contre l'insécurité et contre les bandes armées ? Se sentent-ils embarrassés ou révoltés quand l'Etat-Major ordonne de déguerpir violemment devant les locaux de l'ambassade américaine des dizaines de familles pauvres qui fuient la terreur des gangs armés dans leurs quartiers, ou de disperser à coup de matraque, de gaz lacrymogènes la manifestation de la population de Carrefour-Feuille qui venait solliciter l'aide à cette Police contre la

fureur des gangs armés ?

Depuis la montée en puissance des gangs armés, nombre de policiers ont perdu la vie, tués en pleine rue ou dans leurs quartiers. La Police peine à contenir le développement des gangs criminels.

Sur les réseaux sociaux, des policiers ont vertement dénoncé le laxisme et le manque de volonté du haut Etat-Major, certains allant jusqu'à exiger des changements. Il y a beaucoup de policiers de la base de l'institution qui veulent travailler, ajoutent-ils, mais ils ne sont pas soutenus par leurs supérieurs.

Mais en dépit de la gestion calamiteuse de l'insécurité, des mauvaises conditions de travail des policiers au bas de la pyramide, de la répression des classes laborieuses, l'institution garde encore le cap en maintenant sa hiérarchie de commande. Mais cela peut changer et vite. Car il doit exister des policiers de base qui tout en résistant aux sirènes de la

corruption, comprennent que leur sort ne peut être changé durablement qu'avec la disparition de cette société de classes.

Leur participation dans une brigade de vigilance avec leurs armes est l'occasion pour ces policiers de se lier et de participer aux mouvements revendicatifs de la population. Ils n'y sont pas comme policiers mais comme tous les autres membres qui doivent se soumettre aux décisions prises ensemble. S'ils y viennent par condescendance, s'ils prennent la direction de ces comités en dehors du contrôle des habitants du quartier, ces comités ne seront pas efficaces et se retourneront contre la population.

Vaincre cette société, c'est mettre en déroute ses corps répressifs. Cela ne pourra se faire qu'avec l'organisation et la mobilisation de la classe ouvrière, des classes exploitées qui attireront les petits soldats eux aussi révoltés. Privées de leur base, la hiérarchie de commandement éclatée, les classes dominantes ne pourront que se rendre. ■

CARNAGE AU NIVEAU DU CANAAN

Samedi 26 août dernier, après s'être fait haranguer par un prédicateur, une foule de plusieurs centaines de fidèles d'une église protestante a décidé d'aller déloger le gang de Canaan dirigé par un certain Jeff. Un acte de bravoure, mais qui s'est terminé par un massacre. Un premier bilan, loin d'être exhaustif, parle de plusieurs dizaines de personnes tuées, de nombreux blessés par balle, de plusieurs autres participants à la marche kidnappés ou disparus.

Sur le parcours qui mène les manifestants à Canaan, les caméras des réseaux sociaux ont mis en évidence un vaste territoire presque désertique longtemps abandonné par ses habitants. Partout, les bandits ont barricadé les rues pour se protéger de toute attaque extérieure. Loin de leur point de fixation, sans plans, sans direction et sans aucune coordination avec quelques habitants de ce quartier qui voudraient bien en découdre avec ces bandits, s'attaquer ainsi à des criminels lourdement armés et qui ont l'avantage de bien connaître leur terrain s'apparente plus à une opération de suicide.

Mais cela démontre le ras-le-bol de la population par rapport à la situation catastrophique qu'elle vit. Cela met aussi en

exergue les sacrifices que les gens sont prêts à consentir pour en sortir. Dans la foule, il y avait une majorité de femmes, jeunes et moins jeunes. Elles étaient toutes remontées contre la violence qu'elles vivent au quotidien, contre la cherté de la vie. Elles se disaient prêtes à donner leur vie pour que cela change.

En dehors de l'illusion du pasteur Marco, de son irresponsabilité, qui a emmené ses fidèles à la boucherie, retenons le symbolisme du geste de ces centaines de femmes et d'hommes de la population pauvre.

Depuis plusieurs années, des centaines de milliers de travailleurs, de jobbeurs de tous âges sont pris à la gorge dans leurs quartiers par une poignée d'assassins. Ces derniers se sentent d'autant plus forts que la population

recule et fuit. Mais les derniers coups de griffes des habitants au mois d'avril et de mai de cette année, Bwa kale, ont montré que ces malfrats ne sont pas aussi puissants et invulnérables qu'on le pense. Mobilisée, la population les a mis en déroute. On les a entendus chialer, d'autres avaient pris la poudre d'escampette abandonnant leurs armes. Dans leur fuite, ils ont été attrapés et ont eu leur sentence. Dans la capitale, ils se sont mis à couvert. Pendant ce court instant, la population avait mieux respiré.

D'un simple coup de colère, les masses exploitées peuvent rééditer ces expériences en y ajoutant de la conscience, de l'organisation, de la mobilisation en les étendant dans la durée. C'est la seule façon pour vaincre les bandes criminelles et détruire le mode de société qui les a engendrés. ■

VENT DE TERREUR SUR CARREFOUR-FEUILLES

Cela fait plus d'un mois que les habitants de Carrefour-Feuille subissent les attaques meurtrières des bandits du gang de Grand ravine qui cherchent le contrôle de la zone et de ses environs. Exécutions, massacres, pillages, incendies et viols : la terreur se déploie.

Decahette, Savane pistache, Saillé, Impasse Eddy, ces zones ont été les premières à être saccagées par ces vermines. Et la terreur, la violence sans pareilles que ces criminels déployaient contre les habitants qu'ils avaient surpris, généralisait la panique dans tout Carrefour-Feuille et dans d'autres quartiers de la commune de Port-au-Prince. Malgré l'existence d'un embryon de résistance, de brigades de vigilance depuis le déroulement du Bwa kale, la panique a eu le dessus.

Chaque jour, des colonnes de personnes désespérées, terrorisées se dirigent vers le centre ville à la recherche d'un endroit pour se mettre à l'abri. Des femmes avec des enfants en bas âge, des adolescents, des personnes âgées, mais surtout des rescapés des tueries, des

incendies qui n'ont même pas eu le temps de se chauffer ni d'enfiler un vêtement décent. Ils sont allés se masser sur les places publiques, dans les écoles publiques dépourvues d'infrastructures pour les accueillir.

Malgré le niveau d'agressivité des bandits qui sont lourdement armés, toute la population n'a pas voulu s'enfuir, surtout ceux et celles qui participaient aux brigades et comités de défense depuis le déroulement de Bwa kale. Mais, coupé du gros lot de la population, cet embryon de comité d'auto-défense n'a pas pu stopper l'avancée des bandits qui progressent au fur à mesure que les habitants fuient.

De nombreux habitants de Carrefour-Feuille se plaignent de l'absence de la police, du fait d'être livrés seuls aux bandits criminels. Certains d'entre eux avaient organisé une

manifestation pour aller implorer le secours de la Police le lundi 14 août. Mais cette dernière a attendu jusqu'au samedi 26 août pour déployer un commando. Et comme d'habitude, une opération coup de poing, puis les policiers s'en vont. Repoussés, les voyous se retirent le temps de reprendre leur marche en avant.

Pour le moment, depuis ce samedi où une dizaine de bandits ont été tués, il y avait un apparent répit. Mais, dans la plupart des quartiers, les riverains continuent de vider les lieux en direction du centre ville sous la pression des bandes armées. Le rapport de forces peut changer en faveur de la population si, au lieu de fuir, les gens rejoignent des embryons de brigades de vigilance, s'organisent en vue de trouver des moyens efficaces pour se défendre et mettre les gangs en déroute comme ils l'avaient fait quatre mois auparavant.■

GANGS ET POLICIERS : L'ENCLUME ET LE MARTEAU

Dans leurs œuvres criminelles contre la population pauvre, souvent les gangs et les policiers se complètent. Les gangs tuent, massacrent, violent et kidnappent ; la Police, de son côté, réprime les manifestations populaires contre la violence des gangs.

A la fin du mois de juillet, des dizaines de familles chassées par les hommes du gang de Vitelomme à Tabarre se sont réfugiées dans le périmètre de l'ambassade américaine. Elles croyaient y trouver un abri. Mais hélas ! Deux jours plus tard, des agents de police lourdement armés sont intervenus pour les déguerpir violemment. Ils ont fait usage de gaz lacrymogènes, n'épargnant ni enfants ni personnes âgées. La Police n'en était pas à son coup d'essai. On se rappelle du déguerpissement des habitants de Cité Soleil qui étaient venus prendre refuge sur la place Hugo Chavez après avoir échappé à un

massacre en septembre 2022. Les policiers avaient agi avec la même violence et le même mépris en poussant les déplacés à retourner dans les quartiers où les gangs ne cessaient de rançonner, de tuer et de violer.

Encore récemment, les habitants de Carrefour-Feuilles ont organisé dans le centre ville plusieurs manifestations pour dénoncer les actes qu'ils subissent de la part des gangs de Grand Ravine. A chaque fois les manifestants étaient dispersés à coup de gaz lacrymogènes par des policiers. Quelques-uns sont parvenus à la Direction Départementale de l'Ouest (DDO) en quête de secours de la Police, les policiers sur place ont signifié aux manifestants qu'ils

n'avaient pas reçu d'ordre dans ce sens. Même réaction du côté des soldats qui se sont empressés de fermer la barrière pour tenir les manifestants à distance.

Les bandits agissent, sévissent contre la population pauvre en toute impunité. Demander à la Police de prendre sur elle la défense des quartiers pauvres en proie à la terreur ces gangs criminels est ignorer que les gangs ont prospéré sous les yeux complices et bienveillants des autorités et de la Police. La population parviendra à se défendre uniquement par le moyen des comités d'auto-défense qu'elle organisera elle-même. Elle doit apprendre à ne compter que sur elle-même.■

INTERVENTION ÉTRANGÈRE : RIEN À ESPÉRER POUR LES CLASSES EXPLOITÉES

Un an après la demande du gouvernement d'Ariel Henry à l'ONU d'une intervention étrangère qui devrait aider la Police à combattre les gangs, l'envoi d'une mission étrangère en Haïti commence à prendre une tournure plus concrète. Le Kenya, un Etat africain, se propose de prendre la tête de la mission et d'autres pays se disent prêts à envoyer des troupes. Le samedi 19 août dernier, une délégation kenyane, dirigée par l'ambassadeur Georges Orina, a rencontré les officiels haïtiens au cours d'une mission d'évaluation qui a duré trois jours.

Ainsi, les Etats-Unis ont réussi à trouver un intermédiaire afin de ne pas se salir leurs mains dans le borborygme haïtien comme par le passé. Coté Haïti, la large composante de la classe dirigeante s'entend sur l'option d'une force étrangère pour se tirer d'affaire, à défaut d'une solution viable à la gangrène que constituent l'insécurité et le grand banditisme qu'elle a elle-même entretenus.

Il y a deux mois la population pauvre s'était rebellée contre des gangs armés. Elle avait expérimenté la seule action qui les a fait reculer. Ce coup de colère connu sous

l'appellation de « Bwa kale » entre fin avril et début juin, a démontré son efficacité.

A cette période, forte de cet assaut qui a ébranlé les gangs et réduit le kidnapping à son taux le plus bas, la population avait une vision de ce qu'il fallait faire. Elle se sentait sur la bonne voie. Plus d'un n'hésitait pas à déclarer que si un corps étranger intervenait maintenant, ce serait pour protéger les bandits de la fureur de la population. De ce fait, ils en rejetaient complètement l'idée.

N'ayant pas été assez profond, le mouvement « Bwa kale » s'est éteint. Les gangs reprennent du poil de la bête. Ils

deviennent plus criminels contre les quartiers qui ont été à l'avant-poste de ce mouvement. Et à la faveur de ce reflux, les illusions sur l'intervention d'une force reprennent place petit à petit chez la population pauvre.

L'attitude de la population pauvre au moment du mouvement « Bwa kale » était correcte. Car une intervention étrangère ne changera rien au sort des classes pauvres. Au contraire, elle grossira le lot d'hommes armés qui protègent les intérêts des riches. Les classes pauvres doivent rejeter toute illusion et se remettre à la lutte. Il n'y a pas d'autre choix !■

DANS LES ENTREPRISES

ÉCHOS DES ENTREPRISES

Premium : des machines programmées pour voler

Pour pallier les nombreux cas de fraudes enregistrés dans le contrôle du boni et du congé annuel des ouvriers, la direction de Premium et ces derniers se sont mis d'accord sur un mode de calcul progressif de ces items visibles sur chaque fiche de paye.

Convoqués à l'usine pour recevoir

leurs indemnités de licenciement, des travailleurs ont remarqué que l'argent du boni mentionné sur une machine qui est censée calculer ces indemnités est inférieur à celui affiché dans sa dernière fiche de paye, pareil pour l'argent de son congé annuel. Interpellé, le comptable en charge de l'opération se dédouane en imputant la responsabilité au « système ».

Nullement déstabilisés par les

mensonges du comptable, les travailleurs exigent qu'il mette de côté ces ordinateurs programmés pour utiliser les données des dernières fiches de paye. Le comptable rétorque qu'il ne dispose plus de ces fiches. Mais devant la menace des travailleurs de briser tous ces ordinateurs à coup de pierres, un autre cadre de l'entreprise a fini par les trouver.■

ECHOS DANS LES ENTREPRISES

GMC, chez Apaid

À l'invitation de la direction, de nombreux travailleurs révoqués se sont présentés ce mardi 22 août 2023 pour recevoir l'allocation. Les discussions entre travailleurs allaient bon train quand soudain le bruit a couru qu'en guise de 10000 gourdes, ce serait 5000 gourdes que la

direction allait leur donner. Immédiatement, la situation a changé. En réunion sous un arbre, un membre de la direction a confirmé la rumeur. Il s'en est suivi plusieurs heures de mobilisation des travailleurs pour contraindre la direction à leur verser l'intégralité de l'allocation, soit les 10000 gourdes. Pour se soustraire à la pression des travailleurs, la responsable des ressources humaines en

charge de la distribution s'était retranchée dans son bureau tout en ayant soin de fermer sa porte à double tour. Mais c'était sans compter sur la détermination des travailleurs qui ont fini par faire sauter cette porte. Tétanisée devant la foule de travailleurs menaçants, la responsable a intimé l'ordre de verser les 10.000 gourdes aux travailleurs illico.■

Nous publions ci-après l'éditorial du bulletin d'entreprise PAWÒL TRAVAYÈ du 17 me 2023.

PAWÒL TRAVAYÈ

Mobilizasyon mas eksplwate yo toupatou pou kwape bandi !

Nan lannwit 13 pou rive 14 out 2023, bandi ak zam ki tabli baz yo nan "Gran Ravin" anvayi Savann pistach, enpas Edi. Katye sa yo vin mete sou anpil lòt katye asasen sa yo déjà okipe nan Kafoufèy. Anpil malere-malerèz, timoun piti, fanm ansent, granmoun blese e pèdi lavi yo.

Bandi nan gwoup Vitelòm ouvè bal e fòse popilasyon pòv la nan anpil katye nan Taba kouri kite lakay yo. Se menm bagay la tou nan kwadèbòkè, kote se pa pil e pa makonn, bandi yo ranmase ti machann kap soti achte nan zon fwontyè a.

Depi plizyè lane, se sèl mobilizasyon mas yo ki te fè bandi kriminèl yo fè bak. Se pat ni lapolis, ni lajistis ni menas entèvansyon fòs etranjè. Devan volonte bandi pou masakre mas yo, klas travayè a ak tout rès abitan nan katye popilè yo pa gen lòt chwa, se reprann batay la.

Lendi 14 out, jèn fanm ak jèn gason melanje ak granmoun, timoun kap viv nan Kafoufèy te pran lari pou di non yo pap dakò viv anba diktati gang. Mobilizasyon an dwe kontinye, jeneralize nan mitan tout abitan nan tout katye popilè yo kont asasen, kont kriminèl. Se sèl remèd pou kwape gang ame.

Ann reyini, ann pale, ann mete brigad vijilans sou pye. Kote yo egziste déjà ann rafòse yo. Se nou menm ki konn twou rat kote bandi yo sere. Ann veye anwo tankou anba. Yonn pou tout, tout pou yonn, nou pap kouri kite kay nou.

Sèl lè popilasyon an te rale yon souf anba krim ak kidnapin bandi ak zam sa yo, se te lè operasyon bwa kale a te gaye anpil kote nan peyi a. Tout bandi te pè kò yo pou yo pat anba kolè mas pòv yo. Nou ka refèl ankò.

Bouch an bouch yonn di lòt !

An nou konte sou fòs !

OTR-UCI, jedi 16 out 2023

DANS L'INTERNATIONAL

NIGER : LES VAUTOURS S'AGRIPPENT À LEUR PROIE

Sous la coupe réglée de la bourgeoisie et de l'impérialisme français depuis plus d'un siècle, le Niger est l'un des pays les plus appauvris du monde. Dans le classement 2022 de l'Indice de développement humain (IDH) des Nations unies, le Niger est classé 189e sur 191 pays. 10 millions de personnes (41 % de la population totale) vivent dans l'extrême pauvreté. Pourtant, le sous-sol du pays regorge de richesses exploitées notamment par la France. La population est sous la menace d'une guerre. La France, particulièrement, les USA et autres n'entendent pas céder leur influence régionale et surtout la mainmise sur les richesses du pays.

Le 26 juillet dernier, le président nigérien, Mohamed Bazoum, un allié de l'impérialisme français, a été renversé du pouvoir par des militaires de la garde présidentielle. Le chef de cette unité d'élite, Adourahamane Tchiani, s'est auto-proclamé président. Un camouflet de plus pour la France après celui du Mali en août 2020 et celui du Burkina Faso en janvier 2022. La cerise sur le gâteau : l'Ambassadeur français au Niger, Sylvain Itté, vient d'être déclaré « persona non grata » par le nouvel homme fort du Niger qui enjoint au diplomate français de quitter le territoire.

Jouant les gros bras et dans l'optique de ne pas perdre leurs positions, Emmanuel Macron avec ses alliés régionaux et internationaux ont immédiatement réagi en imposant une pléthore de sanctions au nouveau régime pour exiger le retour au pouvoir du président déchu. Touchant durement la vie déjà misérable des masses exploitées, ces sanctions ont exacerbé leur colère contre l'impérialisme français

qu'elles accusent d'être responsable de leur pauvreté. Plusieurs manifestations aux cris « À bas la France » ont déjà eu lieu depuis ces événements.

Certes, les putschistes et les puissances impérialistes concurrentes doivent être en train de manigancer dans les coulisses. La grogne de la population est compréhensible et justifiée par la détérioration de la situation économique des masses populaires et par l'insécurité.

Présente dans le Sahel depuis 10 ans sous prétexte de combattre les djihadistes, l'Armée française n'a pas mis fin aux massacres des civils dont plusieurs millions ont dû fuir. Loin de protéger la population, les forces armées avaient pour mission de maintenir l'intégrité et de sauvegarder les intérêts des entreprises françaises au Niger qui drainent les richesses en direction de la métropole française.

Dans ce nouvel épisode de conflit qui éclate au grand jour entre belligérants impérialistes concurrents, entre militaires putschistes et politiciens gardiens de la

domination des classes riches, les masses exploitées n'ont pas à prendre parti. Elles doivent faire entendre leurs voix, leurs revendications en se mettant en lutte pour accéder à de meilleures conditions de vie par le partage des richesses du pays entre tous. Personne, aucune institution ne le fera à leur place.■



Le putschiste Adourahamane Tchiani, Mohamed Bazoum et le président français Emmanuel Macron

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.